

Près de Jérusalem : « Nous sommes prêts à sacrifier nos soldats pour protéger nos civils »

À Mevasseret Tsion, à quelques kilomètres de la vieille ville de Jérusalem, la télé est branchée 24 heures sur 24 sur les chaînes d'info. Moti Levy, propriétaire d'un garage, estime que l'énormité des attaques du Hamas le 7 octobre a fait changer le pays de paradigme vis-à-vis de son armée.

Christophe Gueugneau - 28 octobre 2023 à 10h26

Mevasseret Tsion (Jérusalem). – Dans le jardin de Moti Levy, la piscine et les transats sont houssés pour l'hiver, un cendrier plein de mégots trône au milieu de la table à manger, un autre, tout aussi débordant, est posé sur la table basse du salon de jardin, placé à l'ombre de trois oliviers quinquagénaires ou plus encore. La vue porte au loin : en contrebas, l'autoroute Tel-Aviv-Jérusalem, des vignes sur la colline d'en face et, au-delà, une rangée d'arbres qui cache la ligne verte, la ligne de séparation entre l'État d'Israël et les territoires palestiniens de Cisjordanie.

La maison de Moti Levy se trouve sur la partie sud de Mevasseret Tsion, à sept kilomètres de la vieille ville de Jérusalem. De l'autre côté de l'autoroute, la partie nord de la ville a grignoté, sans en avoir l'air, un bout de la Cisjordanie, comme le relevait Haaretz en 2018. À l'intérieur, toutes les télévisions sont allumées et diffusent des chaînes d'info en continu. Et ce depuis le 7 octobre et les attaques du Hamas en provenance de la bande de Gaza.

Moti Levy a la cinquantaine. Il possède un garage, a quatre enfants, deux garçons et deux filles, et, depuis une semaine, ne se promène jamais sans le pistolet qu'il s'est procuré. « Ça fait trente ans que j'ai quitté l'armée et je ne pensais plus jamais avoir un pistolet, et oui, j'avoue, ça me fait un peu flipper. » Quelques jours après le 7 octobre, c'est le ministre israélien de la sécurité nationale lui-même, Itamar Ben-Gvir, qui a commencé à fournir des armes dans une dizaine de colonies.

Itamar Ben-Gvir, ministre d'extrême droite du gouvernement de Benjamin Nétanyahou, est d'ailleurs né à Mevasseret Tsion. Tout comme l'écrivain de centre-gauche David Grossman. Mevasseret Tsion est l'une des communes les plus riches par habitant du Grand Jérusalem. Elle est née en 1963 de l'unification de deux villes fondées en 1951 et 1956, et son nom veut dire littéralement « Héraut de Sion ».

Mevasseret Tsion ne fait pas partie des colonies auxquelles le ministre veut fournir des armes. Il n'empêche, Moti Levy en a donc une. Elle se trouve dans un sac en bandoulière qu'il ne quitte pas, y compris quand il nous raccompagne à notre voiture. L'homme insiste pourtant : il s'entend bien avec ses voisins arabes, nombreux dans le quartier. Il regrette par ailleurs que quatre de ses employés, habitants de Cisjordanie, ne puissent plus venir travailler, bloqués par l'armée israélienne. Dix autres, Arabes israéliens vivant à Jérusalem-Est, refusent de venir, par crainte d'être arrêtés, harcelés ou pire. Moti Levy comprend cette peur.

Ici, la guerre ne résonne pas seulement à travers la télévision. Deux roquettes, lancées par le Hamas depuis la bande de Gaza, sont tombées à proximité. L'une d'elles a tué un membre des personnels médicaux. Tous les soirs depuis le 7 octobre, les habitants et habitantes de la ville se retrouvent dans leur quartier, dans une sorte de veillée d'armes fébrile.

« J'ai beaucoup d'amis arabes, nous avons traversé d'autres guerres ensemble mais, cette fois-ci, tout est différent, explique Moti Levy. Tout le monde vit tout très intensément, je ressens beaucoup de pression partout. » Pour lui, il ne fait aucun doute que le gouvernement Nétanyahou a une part de responsabilité dans ce qui arrive au pays, mais, pour l'instant, il lui semble tout à fait inutile de chercher un coupable. Car, présentement, « la chose que l'on doit faire, c'est finir le travail, on doit créer une nouvelle vie pour les Israéliens du Sud, et même pour les Palestiniens de Gaza ».

« Je pense que l'armée israélienne va intervenir au sol dans tous les cas, que la question des otages soit réglée ou non. »

Moti Levy

Moti Levy épouse parfaitement le discours du gouvernement actuel, qui consiste à dire qu'il faut anéantir le Hamas, en débarrasser la bande de Gaza, puis laisser les Palestiniens se débrouiller. Tout comme il adhère à l'idée selon laquelle le Hamas est une sorte d'État islamique local. Et donc, pour lui, l'opération au sol dans Gaza est une évidence : « Je sais que nos soldats vont le faire et ce, quel qu'en soit le prix. »

Il voit un nouveau paradigme depuis le 7 octobre : « Israël est prêt à payer le prix pour détruire le Hamas, car on a déjà commencé à le payer, avec ces hommes, ces femmes, ces enfants, tous civils, assassinés et massacrés. Donc, maintenant, nous savons, tous, que nos soldats qui vont s'engager dans la bataille vont le faire au prix de leur vie. On doit chercher à l'éviter au maximum, mais notre terre, notre pays, c'est le plus important. »

Le sort des otages – ils sont un peu plus de 200 – explique, selon lui, que cette opération n'ait pas déjà commencé. Alors même que, selon Moti Levy, « le Hamas et le Qatar jouent avec les otages, en particulier les otages de nationalité autre qu'israélienne ». Et que « le Hamas se sert des otages, comme des civils de Gaza, comme boucliers humains ». Il relate par ailleurs les informations selon lesquelles Israël aurait accepté de surseoir à son opération le temps que les États-Unis préparent leurs bases dans la région.

Mais il pense les soldats « vont intervenir au sol dans tous les cas, que la question des otages soit réglée ou non ». Comme chez beaucoup, le choc et le traumatisme du 7 octobre sont encore vibrants dans les paroles de Moti Levy. « J'ai parlé hier avec un bon ami à moi qui était dans un kibboutz du Sud, juste après les attaques. Il n'était même pas capable de parler de ce qu'il avait vu. »

L'homme tient à souligner qu'il n'est pas totalement insensible au sort des civils de Gaza. « C'est très important de protéger leurs vies aussi. D'ailleurs, je ne connais aucun soldat israélien qui tue un civil sans une bonne raison, dit-il. J'étais dans l'armée moi aussi et, avant chaque opération, on nous rappelait de faire attention aux civils car si on ne le fait pas, on n'est pas différent d'eux [l'ennemi – ndr]. »

Un paradoxe, au vu du nombre de civils tués à Gaza depuis le 7 octobre, qui vient s'ajouter aux nombreux paradoxes avec lesquels vivent les Israélien·nes depuis presque trois semaines. L'avenir et la paix en sont un autre. « *On veut la paix, c'est sûr, on veut pouvoir s'asseoir ici, sous les oliviers, et boire un verre de vin sans avoir peur* », dit d'abord Moti Levy. « *Mais on a peur aussi qu'avec deux pays [Israël et la Palestine, mais il ne prononcera jamais ce dernier terme – ndlr], ce soit, bon, peut-être pas le Hamas, mais en tout cas le Jihad islamique qui prenne le pouvoir* », avoue-t-il.

Tout en nous disant cela, Moti Levy montre la Ligne verte, à quelque centaines de mètres à vol d'oiseau. Cette ligne de partage qui est une vraie frontière pour les Palestiniens, qui ne peuvent la passer que quand Israël y consent, mais ne représente pas grand-chose pour les Israéliens, qui construisent au-delà autant de colonies qu'ils le peuvent, faisant de la Cisjordanie un territoire de confettis palestiniens.

Christophe Gueugneau